



Jean-Louis Guigou
Délégué général d'IPEMED

Trois bonnes nouvelles

Il y a tant de guerres et de tensions en Méditerranée que diffuser des bonnes nouvelles en cette rentrée réconforte.

► La reprise des pourparlers directs entre Israéliens et Palestiniens en est une. Parce que le monde bouge (l'Irak est incertain, l'Iran menaçant, l'Afghanistan sombre dans l'anarchie, les pays émer-

gents feront dans quelques décennies la majorité du PIB mondial, la puissance américaine reflue), Israël a deux choix. Soit il cherche enfin un compromis – Ehud Barak, ministre de la Défense, a déclaré au journal *Haaretz* que l'État juif serait disposé, dans le cadre d'un accord global, à accepter un régime spécial pour Jérusalem – soit il prend le risque d'être lâché par les États-Unis si ces derniers jugent que leurs intérêts sont ailleurs. C'est donc une perspective de paix imposée qui se dessine.

► Le sommet des chefs d'État de l'Union pour la Méditerranée (UPM) se tiendra

le 20 novembre prochain à Barcelone. Le président Obama pourrait y participer, surtout si les pourparlers directs entre Israéliens et Palestiniens ont suffisamment progressé.

► Enfin, Martine Aubry a affirmé dans son discours de clôture à La Rochelle que le Parti socialiste entend poursuivre la politique euro-méditerranéenne et « bâtir une zone intégrée d'industrie, d'agriculture, d'énergie et de mobilité professionnelle ». En cas d'alternance en 2012, il n'y aura donc pas de rupture sur la politique de l'UPM, engagée par le président Nicolas Sarkozy.

Des risques de perdre la Turquie

ANKARA AFFICHE UNE CROISSANCE FLORISSANTE. MAIS LES NÉGOCIATIONS POUR SON ADHÉSION À L'UE PIÉTINENT ET LE CHEF DE LA DIPLOMATIE, AHMET DAVUTOGLU (CI-DESSOUS), A FAIT CONNAÎTRE SON MÉCONTENTEMENT.



Les chiffres ont de quoi faire rêver nombre de dirigeants européens... Au deuxième trimestre 2010, le produit intérieur brut (PIB) turc a enregistré une croissance de 10,3 % en rythme annuel contre 11,7 % pour les trois premiers mois. Au final, le taux de croissance pour cette année devrait être de 6 % voire de 7 %. Pour nombre d'experts, ces performances placent la Turquie parmi les économies les plus dynamiques de la planète. Elles confirment aussi le choix des analystes de la banque HSBC qui, depuis avril dernier, incluent la Turquie – et l'Égypte – parmi les Civets, c'est-à-dire les pays émergents les plus prometteurs pour la décennie à venir⁽¹⁾.

Cette bonne santé économique constitue évidemment un argument de poids pour tous les partisans de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE). En effet, quoi de mieux pour une Europe à la croissance atone qu'un nouveau membre aussi fringant et capable d'afficher des taux de croissance proches de ceux des fameux Bric⁽²⁾ ? Mieux, l'essor turc à l'Est et au Sud de ses frontières démontre que l'Europe aurait tout à gagner de cette adhésion. Cela lui permettrait de conforter son influence économique mais aussi politique dans une zone qui s'étend des rives de l'Atlantique à celles de l'Euphrate. Pour s'en convaincre, il suffit de se rendre au Nord de la Syrie et de voir à quel point la suppression récente des visas par la Turquie a dopé l'activité commerciale et industrielle de cette sous-région méditerranéenne.

TERGIVERSATIONS Pourtant, l'UE continue de tergiverser. Ouvertes le 3 octobre 2005, les négociations entre Ankara et la Commission européenne traînent en longueur à tel point que de nombreux dossiers n'ont même pas encore été ouverts. Le 11 septem-

bre dernier, la Turquie a fait connaître son mécontentement auprès de Bruxelles en dénonçant, par la voix du chef de sa diplomatie Ahmet Davutoğlu, le rythme trop lent de ces négociations. Dans le même temps, Ankara voit d'un mauvais œil certaines initiatives européennes qu'elle assimile à des manœuvres dilatoires pour faire capoter sa candidature. C'est le cas du « dialogue stratégique » que propose l'UE à la Turquie ainsi que du « partenariat privilégié » que défendent la France et l'Allemagne en lieu et place de l'adhésion.

Quant à l'Union pour la Méditerranée (UPM), elle n'est certes pas, du moins officiellement, une alternative à l'adhésion de la Turquie à l'Europe. Néanmoins, elle court le risque d'être une victime collatérale de l'immobilisme européen. Rejetée par l'Europe, la Turquie n'aura que faire de l'UPM et se tournera alors vers ses zones traditionnelles d'influence que sont le Proche-Orient et l'Asie mineure. Une perspective dont la Méditerranée pourrait faire les frais car l'UPM a besoin de la Turquie. En juin 2010, Les États-Unis ont reproché à l'Europe d'avoir éloigné la Turquie de l'Occident. On peut aussi se demander si les pays de la rive sud de la Méditerranée ne vont pas accuser un jour l'Europe d'avoir torpillé la construction euro-méditerranéenne en boudant la Turquie.

Akram Belkaïd,
journaliste
et conseiller
éditorial

► Levent, quartier d'affaires à Istanbul

(1) Civets désigne la Colombie, l'Indonésie, le Vietnam, l'Égypte, la Turquie et l'Afrique du Sud (South Africa). Lire aussi en page 4.
(2) Brésil, Russie, Inde et Chine.

GAZ NATUREL

Le financement de Nabucco se précise

Trois grandes institutions financières (BEI, Berd et IFC) ont signé un accord pour octroyer un prêt de quatre milliards d'euros, destiné à la construction du gazoduc.

● La diversification des approvisionnements gaziers de l'Union européenne (UE) est en passe de se renforcer. Outre le gaz naturel en provenance d'Afrique du Nord (Algérie, Libye et Égypte), des volumes importés d'Asie, notamment des pays riverains de la Caspienne, contribueraient à diminuer la dépendance européenne aux hydrocarbures russes. Le 6 septembre 2010, le projet de gazoduc Nabucco a ainsi obtenu un accord portant sur près de quatre milliards d'euros octroyés par trois

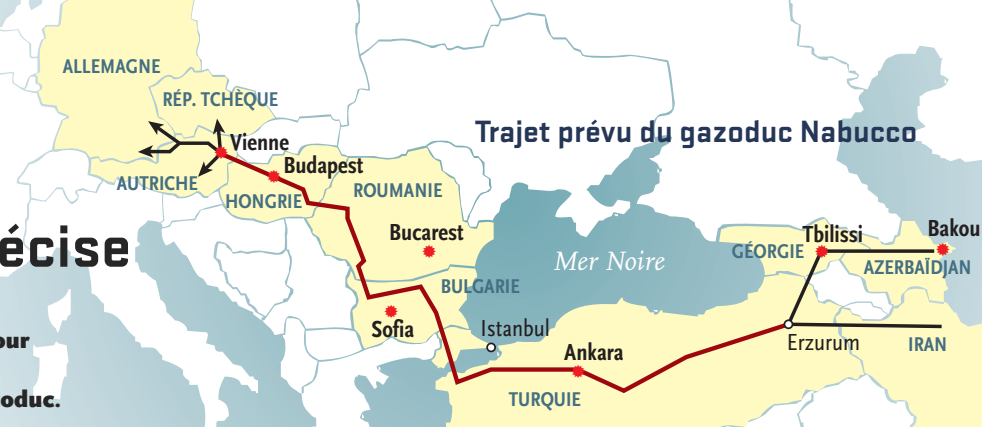
institutions financières internationales. La Banque européenne d'investissement (BEI) va prêter 2 milliards d'euros, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) va déboursier 1,2 milliard d'euros et l'International Finance Corporation (IFC), l'entité de la Banque mondiale chargée du secteur privé, allouera 800 millions d'euros. Ces financements, qui doivent être confirmés par les conseils des trois directions, sont équivalents à la moitié du coût du projet (7,9 milliards d'euros). Soutenu par la Commission européenne et les États-Unis, le gazoduc Nabucco doit permettre l'importation de gaz naturel de producteurs de la Caspienne autres que la Russie. D'une capacité de 31 milliards de m³ par an (soit 5% des besoins de l'UE en 2020), sa longueur sera de 3 300 km ; il doit rallier la Caspienne à l'Autriche à travers l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Turquie, la Bulgarie et la Hongrie. Basé à Vienne, Nabucco compte comme actionnaires l'allemand RWE, l'autrichien OMV, le bulgare BPH, le turc Botas, le hongrois MOL et le roumain

Transgaz, chacun détenteur de 16,67% des parts. Leur consortium financera en propre 30% du gazoduc.

Scepticisme

Pour les promoteurs du projet, ces prêts sont donc une bonne nouvelle mais ce n'est qu'en fin d'année que la décision de lancement des travaux sera prise. Si le chantier venait à démarrer en 2011, les premières livraisons de gaz, en provenance d'Azerbaïdjan et, peut-être, du Kurdistan irakien ne sont pas attendues avant 2015. Cependant, certains observateurs restent sceptiques sur

renforcé les inquiétudes. Pour autant, la Russie a annoncé qu'elle n'avait aucune intention d'entraver le projet. À la question de savoir si la coopération énergétique entre l'Azerbaïdjan et la Russie était compatible avec la participation de Bakou au projet Nabucco, le chef de l'État russe Dimitri Medvedev a répondu : « *Nous ne pouvons et ne devons entraver aucun projet. Nous devons montrer les avantages de la coopération conjointe.* » Quant au président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, il a indiqué que son pays aurait du gaz pour des dizaines d'années et que cela lui permettrait de traiter à la fois avec la Russie et avec Nabucco. De fait, les réserves prospectées de l'Azerbaïdjan recèlent près de 2 000 milliards de m³ et les réserves estimées avoisinent les 5 000 milliards de m³. En théorie, cela devrait suffire à alimenter les gazoducs à destination de la Russie et celui de Nabucco, mais reste à savoir si les Européens sont prêts à prendre le risque de financer un gazoduc dont le débit pourrait diminuer à l'horizon 2025. Lyes Si Zoubir



Trajet prévu du gazoduc Nabucco

900 millions d'euros

C'est le montant que le Maroc va investir pour renforcer l'infrastructure routière dans la région frontalière avec l'Algérie. Le but est de désenclaver les populations et d'attirer l'investissement dans cette zone. Une partie du financement sera consacrée à une autoroute de 328 km qui reliera Fès à Oujda.



Ilham Aliev, président de l'Azerbaïdjan

la capacité de Nabucco à acheter des volumes de gaz qui justifier sa construction. L'accord signé début septembre entre la Russie et l'Azerbaïdjan, prévoyant un doublement des achats de Moscou à l'ancienne république soviétique, a

ÉNERGIE

Tripoli relance son projet de hub énergétique

● La Libye a annoncé au mois d'août son intention de relancer son méga projet de hub énergétique dans le golfe de Syrte. D'un montant de 54 milliards de dollars – ce qui le placera dans les principaux projets méditerranéens – ce programme, conçu par le cabinet américain Fluor, a pour but de rénover et de développer les infrastructures de raffinage de pétrole, de pétrochimie et de liquéfaction du gaz naturel. Deux sites côtiers sont principalement concernés : Marsa el-Brega et Ras Lanuf. À l'horizon 2024, ce projet générera 41 958 emplois directs et la

construction de 29 000 appartements et d'un hôtel cinq étoiles à Al-Egaila, village à mi-distance entre les deux sites.

SOLAIRE

Pas d'Algérie pour Desertec ?

● Selon le quotidien émirati *The National*, l'Algérie aurait décidé de renoncer au projet Desertec dont l'objectif est de produire de l'électricité à partir d'un réseau de centrales solaires sahariennes. La même source rapporte que « *la décision de l'Algérie a été un coup dur pour le reste des pays partenaires* ». L'information n'a pas été confirmée officiellement mais de nombreux observateurs

affirment que le gouvernement algérien préfère développer ses propres projets. De plus, Alger n'aurait pas caché ses réserves à propos d'un futur chantier jugé onéreux (400 milliards de dollars) et qui poserait des problèmes en matière de souveraineté sur des centrales situées sur le sol algérien mais étant de propriété étrangère.

La Banque mondiale investit

● La Banque mondiale a annoncé au mois d'août son intention de financer des projets de centrales solaires méditerranéennes qui seraient opérationnelles à partir de 2015. Cinq pays, membre de l'U.P.M., sont concernés par une enveloppe de 5,5 milliards de



dollars : l'Algérie, l'Égypte, le Maroc, la Tunisie et la Jordanie. Les projets financés doivent générer une capacité de production de 9 000 mégawatts.

Des pistes pour la Banque de la Méditerranée

LE RAPPORT MILHAUD, REMIS À NICOLAS SARKOZY LE 24 AOÛT DERNIER, RÉFLÉCHIT À DES PISTES POUR FINANCER LE DÉVELOPPEMENT DANS LA RÉGION ET RECOMMANDE NOTAMMENT LA CRÉATION D'UNE INSTITUTION FINANCIÈRE QUI ASSOCIERAIT LES PAYS DU SUD AU CAPITAL ET À LA GESTION.

Ce n'était que partie remise... Le 30 août dernier, les présidents Hosni Moubarak et Nicolas Sarkozy ont proposé la tenue le 20 novembre prochain d'un sommet de l'Union pour la Méditerranée (UPM). Annulée le 7 juin, cette rencontre aura un double but : d'abord relancer l'UPM, ensuite, faire avancer les perspectives de paix au Proche-Orient. Bien entendu, le premier objectif dépend largement du second et les progrès des discussions israélo-palestiniennes entamées début septembre devraient conditionner la tenue ou non du second sommet.

URGENCE À l'heure où de nombreuses voix plaident pour une institutionnalisation du processus des 5+5 (lire ci-dessous), l'UPM entre dans une phase où le manque de visibilité risque de lui être dommageable. Pour autant, les projets avancent. C'est le cas du *Plan solaire méditerranéen* qui bénéficie d'une attention accrue des médias comme tous les chantiers concernant les énergies renouvelables. Mais la réflexion porte aussi sur la manière de financer le développement. Le 24 août, Charles Milhaud, ancien président du Conseil de surveillance d'Ipemed⁽¹⁾, a remis à Nicolas Sarkozy un rapport sur les pistes de financement du codéveloppement en Méditerranée. Ce document rappelle un constat établi en son temps par Ipemed⁽²⁾. Il s'agit de l'incapacité du système financier méditerranéen à prendre en charge les besoins à long terme des entreprises, notamment des PME. Certes,

indique la Commission, les gisements d'épargne sont nombreux, mais, rappelle Charles Milhaud, «cette épargne est liquide et non transformée en financements de long terme», susceptibles d'assurer la construction d'infrastructures ou la transformation d'entreprises du Sud pour qu'elles puissent exporter voire investir dans le Nord.

TROIS SCÉNARIOS Dès lors, le rapport encourage le transfert de compétences du Nord au Sud par la formation d'experts et préconise la poursuite des réformes au Sud de la Méditerranée afin de faciliter l'émergence d'un marché financier efficient. Il recommande la création d'une institution qui financera les projets autour de la Méditerranée. Pour les autorités françaises, qui rejoignent en cela les recommandations des experts d'Ipemed, cette future institution devra être conforme aux principes de codéveloppement en associant les pays du Sud au capital et à la gestion. De même, elle devra bénéficier de la note AAA afin de pouvoir offrir des financements à long terme. Quant à la banque elle-même, trois scénarios ont été retenus par la Commission :

- la création d'une Banque de la Méditerranée à partir d'une filiation des activités de la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (Femip). Cette structure regroupe l'ensemble des instruments d'intervention de la Banque européenne d'investissement (BEI). Cette dernière en serait ainsi l'un des principaux actionnaires ;

- l'autre piste est la création d'une nouvelle banque. Cela obligerait les promoteurs de ce projet à lever d'importants capitaux. Cela permettrait de mettre en place un capital réparti à parts égales entre riverains de la Méditerranée ;
- le dernier scénario prône la mise en place d'un établissement de taille plus modeste qui serait financé par les Caisses des Dépôts et de Consignations des pays concernés. Problème, nombre de pays du Sud de la Méditerranée ne possèdent pas une telle structure.

La création d'une Banque de la Méditerranée est fondamentale pour la réussite de l'UPM. Malgré les 20 milliards d'euros d'aide octroyés par l'Europe aux pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, il n'existe en effet que très peu de possibilités pour les entreprises de se financer à long terme.

Erik Kaplan, journaliste

(1) Et ancien président du directoire de la Caisse nationale des Caisses d'épargne françaises.

(2) L'espace financier euro-méditerranéen, «Les Notes d'Ipemed», n°3, octobre 2009 (disponible sur www.ipemed.coop).

Le 5+5 pourrait s'élargir

● Opposé à l'Union pour la Méditerranée, le dirigeant libyen, Mouammar Kadhafi, a proposé, lors d'une réunion organisée le 1^{er} septembre 2010 à Tripoli, d'accueillir la Grèce et l'Égypte dans le forum des 5+5. Cette instance euro-méditerranéenne, l'une des rares dont le fonctionnement, informel, n'a pas été affecté par la crise au Proche-

Orient, comprend d'un côté, la France, l'Espagne, l'Italie, Malte et le Portugal et, de l'autre, l'Algérie, le Maroc, la Libye, la Tunisie et la Mauritanie. Créé en 1990, ce forum est destiné à renforcer la coopération régionale entre ces pays, notamment sur le plan sécuritaire mais aussi touristique et environnemental. La proposition libyenne devrait être

examinée lors du prochain sommet des 5+5 à Malte prévu en 2011 de même que celle concernant la création d'un secrétariat permanent.

Un Français au cabinet de Mass'deh

● Bruno Fulda a été nommé directeur de cabinet du secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée (UPM),

le jordanien Ahmad Masa'deh. Ancien membre de la direction des affaires internationales du ministère français de l'Ecologie, où il s'est occupé pendant trois ans des technologies vertes et des négociations sur le climat ainsi que de la coordination des dossiers liés à l'UPM, Bruno Fulda est diplômé de l'École polytechnique et des ponts et chaussées.



L'Égypte entre dans le club des pays émergents

POUR LE FMI, L'ÉGYPTE EST L'UN DES PAYS ÉMERGENTS LES PLUS DYNAMIQUES DU BASSIN MÉDITERRANÉEN. SA CROISSANCE INDUSTRIELLE NE CESSE D'AUGMENTER.

En avril 2010, la banque HSBC dressait un panorama des économies émergentes à haut potentiel de croissance, susceptibles de rejoindre celles du fameux quatuor des Brics (Brésil, Russie, Inde et Chine). Les pays concernés sont désormais connus sous l'acronyme de Civets (Colombie, Indonésie, Vietnam, Égypte, Turquie et

Afrique du Sud). Pour nombre d'experts, la présence de l'Égypte dans cet ensemble regroupant des économies très dynamiques est tout sauf une surprise. En 2010, ce pays devrait afficher une croissance proche de 5 %, voire plus, contre 4,7 % en 2009. Mieux, pour les cinq prochaines années, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que l'économie enregistrera un taux annuel d'augmentation de son produit intérieur brut (PIB) de 5 % en moyenne. Pour l'institution financière, l'Égypte est l'un des pays émergents les plus dynamiques du Bassin méditerranéen d'autant que la croissance industrielle (+5 % en 2009) tend à augmenter, ce qui est le signe patent d'une diversification en cours de l'économie locale.

LES INVESTISSEURS AU RENDEZ-VOUS

Conséquence d'un tel dynamisme, les investisseurs étrangers sont au rendez-vous et le cabinet A.T. Kearney a placé l'Égypte parmi le top 25 de leurs destinations préférées. Certes, crise économique mondiale oblige, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont quelque peu marqué le pas avec 6,8 milliards de dollars pour l'année fiscale 2009-2010 contre 8,1 milliards de dollars pour l'exercice 2008-2009 et, surtout, 13,2 milliards de dollars pour celui de 2007-2008. Mais il n'en demeure pas moins que le pays a attiré 47,7 milliards de dollars d'IDE en cinq ans, comme l'a précisé en juin dernier Mahmoud Mohieldin, alors qu'il était encore ministre des Investissements. Depuis, cet

Des réformes continues

● Réformes continues, amélioration du climat des affaires et mesures incitatives, tels sont les principaux ingrédients qui ont amélioré l'attractivité de l'Égypte. En juillet dernier, l'International Finance Corporation (IFC), filiale de la Banque mondiale pour le secteur privé, a décerné à ce pays le *Doing Business Award*. Un prix très médiatisé qui récompense les réformes économiques entreprises par

l'Égypte lesquelles, soulignait l'IFC, ont créé «un environnement commercial et économique favorable aux investisseurs». De fait, dans le classement *Doing Business 2010*, qui évalue les environnements d'affaires et qui a été réalisé par la Banque mondiale et sa filiale, l'Égypte se place au dixième rang des pays les plus réformateurs au monde. C'est d'ailleurs la quatrième fois que ce pays atteint une telle position. Parmi les réformes, on peut citer la décision de passer d'une économie centralisée à une économie de marché, un choix

entériné par un changement constitutionnel en mars 2007. Il y a aussi l'adoption de mesures visant à supprimer les obstacles à la croissance, dont des lois fiscales. La suppression de certaines taxes ainsi que l'allègement des procédures douanières ont beaucoup contribué à doper le commerce et à stimuler les exportations notamment agroalimentaires. L'Égypte a aussi réussi à stabiliser le taux de change de la monnaie même si sa politique monétaire a encore du mal à maîtriser l'inflation (19 % en 2009 contre 10 % en 2010).

Avec la pauvreté, la hausse du coût de la vie reste d'ailleurs l'un des principaux défis macroéconomiques pour les dirigeants égyptiens. D'autres réformes ont été menées, comme la création de programmes de privatisations et de soutien à l'investissement et aux PME. Enfin, l'Égypte a mis en place des agences gouvernementales dédiées à l'activité économique, à l'image de la General Authority for Investment (Gafi), l'autorité chargée de faciliter l'investissement étranger via un guichet unique (*one-stop shop*). A.B.E.

NOUVELLES TECHNOLOGIES Un secteur stratégique



La technopole Smart Village, au Nord-Ouest du Caire.

considéré comme un *hub* technologique régional puisque les grands noms de cette industrie y sont présents (IBM, Google, Microsoft, EMC...), via des centres de recherche et de développement, des filiales de production ou aussi par le biais de centres de formation dédiés à la zone méditerranéenne et au Proche-Orient ou encore de centres d'appels et de BPO (*Business process outsourcing*). Nombre de ces entreprises sont installées au Smart Village, l'un des pôles de haute technologie les plus modernes du Bassin méditerranéen. Un autre pôle, destiné à accueillir notamment des centres

d'appels, est en construction à Maadi Park. Le gouvernement a créé l'Information Technology Industry Development Agency (Itidia), une agence qui propose aussi des formations continues. Il a également consenti des investissements pour améliorer les infrastructures et le fonctionnement de l'Internet. De même, l'Information Technology Institute (ITI) a été créé pour permettre à près de huit cents étudiants déjà diplômés de se mettre à niveau. Signe de l'attractivité de l'Égypte, des entreprises indiennes de l'informatique ont même investi 800 millions de dollars pour s'y installer.



Ex-ministre, Mahmoud Mohieldin a été nommé directeur général de la Banque mondiale.

● Pour le gouvernement égyptien, les technologies de l'information et de la communication (TIC) constituent un secteur stratégique. Ce dernier devrait générer 1,1 milliard de dollars de recettes en 2010 et atteindre les 2 milliards de dollars d'ici 2020 voire 2015. Pour l'heure, le pays est déjà

ÉLECTRICITÉ Une demande en forte croissance



● En dix ans, la demande égyptienne en électricité a progressé de 45% et devrait se stabiliser autour de 6 à 8% annuellement au cours de la prochaine décennie. Ces chiffres impressionnants vont de pair avec le boom démographique (82 millions d'habitants en 2010, contre la moitié trente ans plus tôt) et le dynamisme de l'économie. Du coup, Le Caire entend investir 110 milliards de dollars d'ici à 2027 pour augmenter ses capacités de production et atteindre 58 000 mégawatts (Mw). Outre la mise en valeur de gisements de gaz naturel au large des côtes méditerranéennes, Le Caire ambitionne de

produire 20% de son électricité en 2020 à partir de sources renouvelables. Le pays dispose déjà d'un important centre éolien d'un coût de 150 millions de dollars (120 Mw) et des centrales solaires sont à l'étude. Le programme nucléaire civil, gelé depuis 1987 après l'accident de Tchernobyl, va être relancé. En août, le président Moubarak a décidé que la première centrale égyptienne – trois autres sont prévues – sera installée sur le site d'Al-Dabaa, à l'Ouest d'Alexandrie. D'une capacité de 1 000 Mw, elle nécessitera un investissement de 4 milliards de dollars et entrera en service en 2019.

homme de quarante-six ans, architecte de la modernisation et de la libéralisation de l'économie égyptienne, a été nommé, le 8 septembre, directeur général de la Banque mondiale, en charge de la lutte contre la pauvreté et du développement durable. Le gouvernement du Premier ministre, Ahmed Nazif, entend bien que cette nomination favorise la coopération de son pays avec l'institution internationale pour la réforme du secteur financier et la construction d'infrastructures. Il faut dire que les besoins sont énormes. Ce ne sont pas moins de 200 milliards de dollars d'investissements que le pays doit consentir au cours des dix prochaines années.

Akram Belkaïd

TOURISME 25 millions de visiteurs en 2022

● En 2009, l'Égypte a attiré 12,5 millions de touristes (dont 80% d'Européens) qui ont représenté 10,7 milliards de dollars de recettes. Pour 2011, le pays espère qu'ils seront 14 millions et le gouvernement a mis en place un plan ambitieux dont l'objectif est d'atteindre 25 millions de touristes en 2022, soit 250 millions de nuitées et 21 milliards de dollars

de recettes. Avec 8,2 millions de travailleurs, c'est l'un des secteurs les plus dynamiques du pays même s'il reste exposé à la conjoncture économique internationale ou aux aléas géopolitiques de la région. Pour autant, les responsables égyptiens affirment qu'il y a urgence à le moderniser afin de ne plus dépendre uniquement de l'attrait

représenté par l'ancienne Égypte. Parmi les projets importants, citons le développement de la côte orientale du Sinaï ainsi que la construction de centres touristiques le long de la côte méditerranéenne occidentale. D'autres projets existent aux alentours de Louxor et du Lac Karoun. Enfin, l'Égypte entend

consacrer 9 milliards de dollars pour améliorer les transports, avec notamment la construction de trois aéroports, dont un au Caire, et le lancement de la seconde phase du programme routier *Upper Egypt Red Sea Road*, une route à quatre voies qui reliera le Nord du pays aux ports de la mer Rouge.

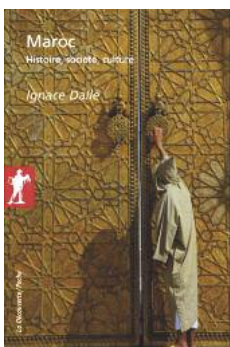




L'État du Monde 2011

SOUS LA DIRECTION DE BERTRAND BADIE ET DE DOMINIQUE VIDAL
La Découverte, Paris, 2010

Le monde semble de plus en plus instable. Crise financière, limites de l'économie de marché et du leadership américain, montée de nouvelles menaces, essor des puissances émergentes qui n'hésitent plus à faire entendre leur voix : les repères se brouillent et l'équilibre traditionnel des forces est en constante recomposition. C'est pour mieux appréhender ces bouleversements que la dernière livraison de *L'État du Monde* propose cinquante analyses ou idées fortes, rédigées par les meilleurs spécialistes du champ international. Parmi les thèmes abordés, on note la question de l'avenir de l'ONU, les rapports entre le président Obama et le monde arabe, l'état de la presse dans le monde et les incertitudes autour du modèle de développement de Dubaï. Le livre, qui offre cette année encore un accès gratuit au site Internet de *L'État du Monde*, traite aussi de sujets épineux tels que la bataille pour la terre arable, l'essoufflement du modèle chinois, l'émergence de la Turquie, la situation sécuritaire dans le Sahel et l'échec des social-démocraties européennes. Un ouvrage indispensable pour comprendre les enjeux contemporains.



Maroc. Histoire, société, culture

IGNACE DALLE
La Découverte/Poche, 2010

Cet ouvrage propose une découverte originale, peut-être même une redécouverte, celle d'un pays aux mille facettes et à l'histoire marquée par la succession de nombreuses dynasties. Confronté à de multiples défis politiques, économiques, sociétaux et écologiques, le Royaume chérifien poursuit son lent apprentissage de la démocratie et vit au rythme d'une société, loin d'être figée. En témoigne ce chapitre consacré à l'économie. Journaliste et essayiste, arabisant de surcroît, l'auteur aborde aussi la question des différents visages de l'islam marocain qu'il soit officiel, proche de l'islamisme, radical ou non, ou enfin populaire, en lien avec la prégnance des confréries religieuses. Un livre qui rompt avec les écrits habituels et presque toujours convenus sur le Maroc.



Ramses 2011. Un monde post-américain ?

SOUS LA DIRECTION DE THIERRY DE MONTBRIAL ET PHILIPPE MOREAU DEFARGES
Dunod, Paris, 2010

L'ouvrage annuel de l'Institut français des relations internationales (Ifri) est composé de deux thématiques fortes. La première pose la question d'un monde qui ne serait plus influencé uniquement par les États-Unis et qui se dirigerait même vers une situation post-américaine. Il en découle un second axe de réflexion : comment va s'effectuer la redistribution de la puissance planétaire ? Notant que la crise financière est loin d'être terminée et que nombre de pays s'opposent à la mise en place d'une régulation mondiale forte, l'ouvrage propose plusieurs entrées qui apportent des éléments de réponse à des questions telles que la réalité du déclin étasunien ou de la capacité d'Obama à rénover la politique américaine. De même, il s'interroge sur la réalité du basculement du centre de gravité de la planète vers l'Asie et les pays émergents. Le *Ramses 2011* traite aussi de la globalisation des migrations et propose des analyses sur les dynamiques régionales au Moyen-Orient, au Maghreb, en Afrique sub-saharienne, en Asie et en Amérique latine.



Crise... Naufrage des économistes ?

HAKIM BEN HAMMOUDA, NASSIM OULMANE, MUSTAPHA SADNI JALLAB
De Boeck Éditeur, Bruxelles, 2010

Les économistes sont des victimes collatérales de la crise. Vili-pendés, moqués pour leur incapacité à prédire la crise financière, ils voient leur discipline remise en cause et ont du mal à émerger de ce que l'on peut qualifier de naufrage collectif. C'est pour comprendre les raisons de cette déroute que les trois auteurs, qui exercent tous de hautes responsabilités dans des organismes internationaux, ont rédigé cet essai. Ils montrent ainsi que la faillite des économistes réside principalement dans une volonté de faire de leur discipline un champ de savoir qui se rapprocherait davantage du monde de la nature et qui s'éloignerait des sciences sociales et humaines. Il en est ainsi de cette obsession que constitue la modélisation économique dont les limites se sont clairement affichées à l'aune de la crise. On lira aussi deux chapitres contigus : l'un traitant de la fin du néolibéralisme et l'autre de la revanche de Keynes. À noter, la partie où les auteurs s'interrogent sur la prétendue efficacité des marchés. À lire, en attendant la prochaine crise...

PUBLICATIONS

MEDnergie

Septembre 2010. Sur abonnement.
www.mednergie.com

La dernière livraison de la revue méditerranéenne de l'énergie consacre une bonne place au thème du nucléaire au Sud de la Méditerranée. Après avoir analysé l'évolution des besoins énergétiques en forte croissance dans cette région, les auteurs de l'article examinent les avantages économiques du nucléaire pour combler l'énorme demande. Ils rappellent aussi que tout pays désireux d'accéder à cette énergie se doit de remplir certaines conditions ainsi qu'un engagement dans le long terme. À noter aussi un comparatif entre réacteurs nucléaires de moyenne et grande tailles qui a son importance quand on sait que les pays de la région n'ont pas encore tranché en la matière.

Infrastructures et développement énergétique durable en Méditerranée. Perspectives 2025

EL HABIB EL ANDALOUSSI
«Les cahiers du Plan Bleu» 6, 2010
www.planbleu.org/
publications/cahiers.html

Publiée avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD), cette étude traite de la nécessaire adaptation et modernisation des infrastructures énergétiques dans le Bassin méditerranéen. Une évolution indispensable, due à l'effet conjugué de la pression démographique et de la croissance, à l'heure où la demande énergétique est satisfaite essentiellement par les énergies fossiles. Le document se divise en trois parties. La première établit un diagnostic de la situation énergétique en Méditerranée, la seconde présente les hypothèses et les résultats d'un scénario tendanciel à l'horizon 2025 et, enfin, la dernière propose un scénario alternatif intitulé *De l'énergie fossile à l'énergie verte*.

Comment construire l'Union pour la Méditerranée ?

Les pessimistes les plus endurcis en conviennent : le sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union pour la Méditerranée (UPM) finira bien par se tenir – ce sera peut-être même le cas dès le mois de novembre (lire page 6). En attendant que les crispations politiques et institutionnelles se tassent, l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed) poursuit sa réflexion et avance des propositions pour favoriser la création d'un espace économique et financier commun qui englobera un milliard d'individus. En clair, un bloc capable de peser face aux autres regroupements régionaux (Alena, Asean, ZLEA...). Fruit de deux années de travail et de concertations avec des partenaires euro-méditerranéens, Ipemed a préparé une série de propositions concrètes mais ne se positionne en aucun cas comme «un concurrent aux centres d'expertise existants ou au processus diplomatiques et politiques». Comme l'expliquent Radhi Meddeb, le nouveau président d'Ipemed (lire page 8) et Jean-Louis Guigou, délégué général, il s'agit «d'agiter des idées avec comme seule ambition de participer à lever les obstacles à la construction de la région».

Les propositions avancées⁽¹⁾ présentent une double valeur ajoutée : d'abord, elles placent les entreprises au cœur des projets, aux côtés des décideurs publics. Ensuite, elles portent en elles la possible émergence de politiques et régulations communes ainsi que la création d'instances qui recevraient des États et des régions une délégation de compétences importantes. En voici quelques-unes.

Une meilleure intégration de l'espace financier régional

● Sachant que les entreprises du Sud et de l'Est de la Méditerranée ont difficilement accès aux financements longs et que les besoins en investissements pour les infrastructures sont énormes (40 milliards d'euros par an au minimum), l'Institut, instruit par les conclusions des travaux entrepris dans le cadre de l'Initiative pour l'investissement en Méditerranée (www.2im.coop), propose la création d'une Banque de développement en Méditerranée (lire page 3). Autour de cette dernière s'articulerait «une architecture financière ambitieuse propre à la région» et s'inspirant de celle des institutions de Bretton Woods⁽²⁾.

L'énergie, une priorité

● Ce secteur est en effet celui où l'interdépendance des pays méditerranéens est la plus stratégique. Les enjeux sont tels que cela exige des membres de l'UPM qu'ils fassent de l'énergie la première politique euro-

**IPEMED
AVANCE DES
PROPOSITIONS
CONCRÈTES
POUR
FAVORISER
LA CRÉATION
D'UN ESPACE
ÉCONOMIQUE
ET FINANCIER
COMMUN.
ÉCLAIRAGE.**

méditerranéenne commune. Pour Ipemed, cela passe d'abord par la prise de plusieurs décisions, notamment la sécurisation sur le long terme des achats comme des ventes d'énergie, dont la plus importante est «l'association des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem) aux réflexions stratégiques européennes dès l'amont des discussions, sans préalable ni conditions.»

La sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation pour tous

● Pour Ipemed, «l'Union européenne doit innover en proposant une nouvelle politique agricole et alimentaire méditerranéenne.» Cela passe par la mise en place de mécanismes pour favoriser «dans les Psem l'augmentation de la production alimentaire locale par un investissement significatif dans la R&D, la formation et la mise en place d'institutions structurant les filières de type OCM (organisation commune de marché)». Autre priorité, la promotion du modèle alimentaire méditerranéen, véritable atout pour la région en matière d'exportations mais dont la viabilité est menacée par l'évolution des habitudes alimentaires.

La libre circulation des personnes dans l'espace de l'UPM et le développement de réseaux économiques

● Par ailleurs, l'espace euro-méditerranéen ne peut se résumer à des échanges de marchandises et à des flux financiers. La question des hommes est fondamentale. Ipemed, toujours avec le soutien d'experts reconnus, propose ainsi la mise en place d'une politique commune – autrement dit une CECA migratoire – fondée sur la coresponsabilité des États et leur entière liberté d'y participer. L'objectif est à la fois simple et ambitieux : il s'agit d'établir progressivement la libre circulation des personnes dans l'espace de l'UPM. Cela commencerait par «la facilitation des mobilités d'un nombre croissant de professionnels, en élargissant ensuite à une libre circulation générale [...] pour aller à terme à l'extension aux Psem d'un équivalent de l'espace Schengen». Cette approche novatrice pourrait bénéficier d'une autre proposition d'Ipemed concernant le soutien et le développement des réseaux économiques professionnels transméditerranéens.

D'autres propositions ont été formulées (voir encadré). Certaines ont déjà été présentée par Ipemed-News, c'est le cas de la mise en place d'une réflexion prospective commune Méditerranée 2030 (n°9-10, mars-avril 2010), ou le seront dans ses prochaines livraisons.

Lyes Si Zoubir

LES THÈMES DE RÉFLEXION D'IPEMED

- Une meilleure intégration de l'espace financier en Méditerranée
- La sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation en Méditerranée
- La création d'une Agence méditerranéenne de l'eau
- L'énergie : première politique euroméditerranéenne commune
- La mise en place d'une CECA migratoire
- La construction d'une Méditerranée des territoires, des villes et des régions
- La mise en place d'une réflexion prospective méditerranéenne commune («Méditerranée 2030»)
- L'organisation de séminaires méditerranéens qui seraient une composante de l'Euro-Mediterranean University (Emuni).
- Le soutien aux réseaux économiques professionnels transméditerranéens.
- L'organisation des «Entretiens de la Méditerranée», carrefour de rencontres entre les décideurs politiques, les chefs d'entreprises, les experts et le monde académique.
- La création d'un Conseil euro-méditerranéen d'Entreprises Euro-Mediterranean Competitiveness Council (EMCC)

(1) Disponibles sur www.ipemed.coop

(2) Banque, Fonds monétaire, Agence de garantie des investissements...

Deux nominations



Radhi Meddeb
devient président
du conseil
d'administration
d'Ipemed.

Un changement dans la continuité ! Directeur général d'Ipemed depuis 2006, Radhi Meddeb, ingénieur diplômé de l'École polytechnique de Paris (promotion 1973) et de l'École nationale supérieure des mines de Paris (promotion 1975) a été élu président du Conseil d'administration d'Ipemed pour une durée de cinq ans renouvelable. Radhi Meddeb a commencé sa carrière à la Compagnie des phosphates de Gafsa (1977-1982), ensuite à la Société tuniso-saoudienne d'Investissement et de développement (1982-1987). En 1987, il crée Comete Engineering, dont il est le PDG.

Il est également PDG fondateur de Comete International, Comete Immobilière, Comete Engineering Algérie et Comete Engineering Libye. Il a également été fondateur et directeur général de Arab Leasing International Finance (Arabie Saoudite) de 1987 à 2006 et de Algerian Saudi Leasing (Luxembourg) de 1990 à 2006. Il est enfin administrateur de la Banque tuniso-koweïtienne (BTK) en Tunisie pour le compte de la Financière Oceor Groupe BPCE (France), membre de son comité d'audit permanent, membre du comité d'investissement du fonds d'investissement, Altermed Capital (Groupe Viveris), et membre du Conseil supérieur de la statistique (Tunisie). Il est élu président du conseil d'administration d'Ipemed.

De nouvelles adhésions

● Ipemed poursuit son internationalisation. Ainsi plusieurs entreprises libanaises et mauri-

taniennes ont adhéré, en qualité de membres fondateurs, à Ipemed. Côté Liban, il s'agit des groupes Debbas Holding et Byblos Bank. Ces adhésions interviennent après plusieurs missions organisées par Ipemed à Beyrouth en 2009. Côté Mauritanie, la BNM (Banque nationale de Mauritanie), les groupes Iskan, EBTR, CIE Actif et Dar El Kheir, ont fait leur entrée au sein des entreprises fondatrices d'Ipemed. Ces adhésions confirment le rôle accru que les firmes mauritaniennes comptent jouer dans le processus euro-méditerranéen.

Deux groupes de Beyrouth, Debbas Holding et Byblos Bank, rejoignent Ipemed.



Gontran Lejeune
est nommé
directeur général
d'Ipemed.

Gontran Lejeune a été nommé directeur général d'Ipemed depuis le 1^{er} juillet aux côtés de Jean-Louis Guigou, fondateur et délégué général. Ses premières missions sont de sensibiliser les entreprises aux enjeux euro-méditerranéens, d'orienter la réflexion de manière globale à l'horizon 2030 et d'enrichir le contenu de propositions concrètes à moyen et à long terme. Après des études à Paris, il a occupé divers postes à responsabilités, notamment les fonctions de directeur régional au sein de Havas Rhône

Alpes. En 1993, il a repris l'entreprise familiale de trente-deux salariés, spécialisée dans l'agroalimentaire. En 2003, il est nommé président du Centre des jeunes dirigeants (CJD) Nord-Pas-de-Calais, puis de 2008 à 2010, président national du CJD. Âgé de quarante-sept ans, il est marié et père de trois enfants. Très engagé auprès des entreprises, il en a fait un enjeu autour d'un développement harmonieux qui intègre une performance sociétale et environnementale. Pour Gontran Lejeune, «devenir directeur général d'Ipemed, c'est être le premier porteur de ses valeurs en proposant une vision, en impulsant des idées tout en y faisant participer l'ensemble des membres». Et d'ajouter que c'est un engagement qui a du sens, «car les enjeux économiques autour du développement Euro-Méditerranée sont stratégiques et apportent une vraie réponse à la crise à condition qu'ils soient partagés par les deux rives».

Un partenariat avec YML

● Le 7 septembre dernier, Ipemed et le réseau des Young Mediterranean Leaders (YML) ont signé un accord de partenariat pour promouvoir la région Méditerranée. Par cet accord, Ipemed et YML s'engagent à initier des actions conjointes, à mobiliser leurs réseaux et à partager leur savoir faire pour sensibiliser les décideurs politiques et économiques de la région à la nécessité du rapprochement des pays des deux rives de la Méditerranée. Dans ce cadre, Ipemed devient également partenaire fondateur d'YML dont la mission est de travailler au rapprochement euro-



Hakim El Karoui et **Jérôme Cohen**, président et directeur général d'YML.

méditerranéen sur la base de projets concrets, en s'appuyant sur un réseau multidisciplinaire et international de jeunes décideurs. Présidé par Hakim El Karoui et dirigé par Jérôme Cohen, le réseau des YML se réunit une fois par an lors d'un forum international, le YML Forum, le dernier en date ayant eu lieu à Séville en novembre 2009.



IPEMED

INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN

LETTRE MENSUELLE D'INFORMATION DE L'INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN, UNE ASSOCIATION DONT LE BUT EST DE RAPPROCHER LES DEUX RIVES DE LA MÉDITERRANÉE PAR L'ÉCONOMIE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: Jean-Louis Guigou RÉDACTEUR EN CHEF: Akram Belkaïd ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: Erik Kaplan, Véronique Stéphan, Lyes Si Zoubir PHOTOS: D.R. RÉALISATION: Patricia Jezequel, Alain de Pommereau IMPRESSION: ISI Print (sur papier certifié PEFC) ABONNEMENTS ET CONTACT: communication@ipemed.coop ISSN 2106-8410